

Affaire Amissa -
La peur du « vide » p3

Développement industriel -
Offre énergétique améliorée p4

Libreville -
Une capitale qui avance p5

Fonction publique -
Le SMIG à 150 000 FCFA p6

Filière Bois - L'industrialisation
en constante évolution p7



Présidentielle 2016

**Le favori
maintient le cap**

Présidentielle 2016

Le favori maintient le cap

Lors du sixième anniversaire de son mandat, le président de la République Ali Bongo Ondimba était l'invité d'une manifestation organisée par le Parti Démocratique Gabonais (PDG), au Jardin Botanique de Libreville. Accompagné de la Première Dame, le chef de l'Etat a déclaré devant les milliers de militants que « pour tous ceux qui s'inquiètent de la santé de notre parti, qu'ils se rassurent, le parti est fort, il va avancer, nous sommes sereins et calmes. Le PDG répondra toujours présent. Certains se verraient déjà en campagne, mais elle n'a pas encore commencé. Nous avons encore plus à réaliser, ensemble nous allons leur donner encore plus. Le PDG va leur donner encore plus, et avec votre soutien, je leur donnerai encore plus. Pour ceux qui sont impatientes, la place est déjà prise, et nous comptons la garder. »

.Répondant aux différentes



allocutions prononcées, le président de la République a salué le dynamisme, le dévouement et la fidélité des militants tout en appelant à plus de solidarité pour faire face aux nombreux défis que doit affronter le pays. « Changeons ensemble pour que nos efforts conjugués fassent avancer notre parti, changeons ensemble pour montrer l'exemple de femmes et d'hommes respectueux des traditions qui honorent les parents, changeons ensemble pour valoriser les femmes et leur consacrer un rôle plus important, changeons ensemble pour donner demain une chance à la jeunesse. », a-t-il lancé.

Nous sommes actuellement à moins de 150 jours du scrutin présidentiel et force est

le grand favori et son parti maintiennent le cap malgré les tentatives désespérées de leurs adversaires de les faire trébucher. De son côté, le Premier ministre Daniel Ona Ondo poursuit les actions en faveur du développement du pays après avoir renouvelé au chef de l'Etat le total et entier engagement du Gouvernement. Il a rappelé que le Gabon est placé sous le signe du changement et des réformes en profondeur devant conduire le pays à l'Emergence à l'horizon 2025, avec sérénité et confiance. Il a également évoqué la transformation engagée du Gabon en vaste chantier, avec une diversification de l'économie, un dialogue social devenu outil de gouvernance, une gestion plus efficace des finances publiques.

Affaire Amissa

La peur du « vide »



On se demande pourquoi les médias et l'avocat français essaient d'influencer les choses en insistant sur un test ADN pour vérifier la paternité d'Ali Bongo Ondimba sur Amissa, la fille de Joyce Ondo. Selon le récit de la mère, le père aurait pris soin d'elle et de son enfant mais n'a par contre jamais voulu rencontrer la petite. Cette prise en charge officielle, de 15 000 euros par mois, risque de se terminer. « Il veut régler l'affaire de manière définitive », disait la mère. Ce qui n'est pas étonnant, dix-huit ans après.

L'appât du gain est manifeste puisque l'ex-fiancée risque de ne plus recevoir des pensions alimentaires versées de manière officielle, si l'on en croit ses dires. Le père voudrait offrir ce qui est nécessaire pour que l'enfant qui n'a pas grandi dans la misère, puisse mener une vie confortable. Joyce Ondo va donc perdre une rente conséquente et veut protéger ses arrières. Elle prétend évidemment vouloir protéger sa fille après avoir protégé le père qui était

à l'époque député, puis ministre avant d'être élu président. De toute évidence, l'adolescente ne serait qu'une poule aux œufs d'or.

Pourquoi un test ADN alors. Tout d'abord, pour qu'Ali Bongo Ondimba paie plus qu'il ne devrait ou ce qu'il aurait promis de donner pour assurer l'avenir de cette enfant pour laquelle il a toujours pris ses responsabilités alors qu'il ne l'a pas désirée, selon les dires de la mère. Cette dernière sort des épisodes de sa vie pour dresser le portrait d'un mauvais père qui n'a pas reconnu sa fille, amère et revancharde envers un ancien fiancé qui lui a préféré à deux reprises une autre femme. Un test de paternité est donc « légitime » à ses yeux.

Des dessous politiques...

Joyce Ondo et son avocat sont persuadés que le président ne va jamais accepter un test. Ils espèrent gagner quand « le tribunal français va reconnaître un tel refus comme une reconnaissance de fait ». Mais ils ne veulent pas s'arrêter là, justifiant mal-

gré eux les dessous politiques de l'affaire. L'homme de loi français menace d'exiger des tests de paternité des autres membres de la famille Bongo Ondimba, comme si ces derniers étaient des spécimens à la disposition de la justice et des intérêts et français.

« C'est une stratégie machiavélique qui met à l'épreuve toute la famille du président », explique un ressortissant français vivant au Gabon et qui est contre l'immixtion de la France dans les affaires de son pays d'adoption. Madame Ongo ayant pris soin de justifier par ses récits qu'elle a eu un enfant avec celui qui a été son fiancé. Si Ali fait le test et que c'est positif, elle aura les sous, et lui, il verra sa propre image ternie. Si un membre de la famille Bongo fait le test à sa place et qu'il n'y a aucun lien établi, on va dire que c'est une preuve que le président Ali n'est pas le fils biologique du président Omar. C'est pour cela que la France, du moins les médias français sont à fond sur cette affaire ».

De la France, l'acharnement autour de la polémique sur la filiation d'Ali Bongo Ondimba continue alors que la Justice et l'administration françaises n'ont jamais pu prouver les insinuations d'un journaliste français. En tout cas, les médias français n'ont pas manqué d'utiliser l'affaire de la « Mazarine du Gabon » à celui de relancer la propagande autour d'un fils accusé d'avoir été adopté. Le naturel n'a pas à être justifié.

Développement industriel

Offre énergétique améliorée



4

Le délestage est un phénomène très répandu sur le continent africain, où l'offre énergétique est insuffisante. Le Gabon fait face à cette problématique de manière à augmenter et à améliorer sa production. Le but est de soutenir les efforts d'industrialisation du pays sans pour autant recourir massivement à l'énergie fossile. Le gas-oil et le fuel sont pour le moment incontournables mais la politique énergétique du président Ali Bongo Ondimba vise à en réduire l'utilisation au profit d'énergies plus propres et/ou renouvelables.

Atteindre la barre des 1000 MW en 2016, l'objectif est certainement très élevé pour le Gabon. La baisse des recettes pétrolière a impacté directement sur le budget d'investissement. L'énergie a cependant été une priorité pour le gouvernement. La centrale thermique à gaz de Port-Gentil a permis de répondre aux besoins des industriels et des entreprises dans la capitale économique du pays. Le complexe de production d'électricité s'étale sur 60 000 m² et a une capacité nominale de 105 MW. Cet apport a permis de limiter les coupures de courant. La capitale économique bénéficiait auparavant de 50 MW, une capacité très in-

suffisante pour une ville qui se développe sur les plans industriel et urbain. L'expansion de la zone industrielle de Port-Gentil nécessitera toujours des réponses énergétiques fiables et conséquentes par le gouvernement. La zone franche construite sur l'île Mandji augmente la demande en énergie.

Un mix énergétique

Libreville est alimentée par un réseau interconnecté qui a une capacité de 245 MW fourni essentiellement par les stations hydroélectriques de la vallée de Mbei. Les usines de Kingulé et Tchimbélé produisent 110 MW. Le reste est fourni par un mix énergétique dont 3 moteurs diesel, 3 turbines à gaz, 2 moteurs et un parc de moteurs gaz. A part ces 135 MW, la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) a exploité le gaz des champs pétrolifères pour apporter 167 MW supplémentaire pour les villes de Libreville et Port-Gentil. Cette solution a permis également de limiter le recours au gas-oil. L'énergie fossile n'est utile que dans un rôle de secours, notamment lorsque les conduites de gaz sont en maintenance.

Durant son premier mandat, le président Ali Bongo Ondimba a non seulement amélioré l'offre énergétique du pays pour les ménages, car les grands travaux étaient surtout un accompagnement de l'Etat aux projets industriels. Les 160 MW produits par le barrage hydroélectrique du Grand Poubarasont destinés à alimenter l'usine de ferro-manganèse de la Comilog. La zone industrielle de Ndjolé est fournie par les 55 MW du barrage hydroélectrique de Fe II. Les aménagements hydroélectriques des Chutes de l'Impératrice et de Ngoulmendjim, produisant respectivement 46 MW et 50 MW viennent renforcer le réseau national. Beaucoup ont été fait même si certains semblent ne pas être au courant.



Libreville

Une capitale qui avance

Un partenariat a été établi par la Commune de Libreville avec le géant américain Microsoft. La nouvelle a été annoncée peu avant la tenue de l'Assemblée générale de l'association des Maires du Gabon à Lambaréné, chef-lieu de la province du Moyen Ogooué. Nombreux avantages sont à attendre de ce partenariat avec Microsoft et permettra à Libreville de progresser. Ce qui cadre avec les attentes du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba qui a déclaré plus d'une fois que le Gabon a besoin d'une capitale prospère et moderne. Rappelons que l'édile de la ville, Rose-Christiane Ossouka a aussi été installée en qualité de Vice-présidente de l'Agence Mondiale des Maires, le 14 mars 2016 à Libreville. Cette institution qui a été créée par l'ONU-SIDA a pour mission principale la prise en charge des personnes atteintes par le VIH-SIDA.

La capitale gabonaise regroupe environ la moitié des habitants du pays. Sa croissance démographique est rapide et son développement doit être harmonisé. Les infrastructures urbaines devant par exemple suivre le rythme des constructions nouvelles. Libreville est

une cité cosmopolite où se côtoient toutes les ethnies du Gabon, des immigrés d'Afrique centrale et de l'Ouest, des Européens, des Libanais, des Marocains et, de plus en plus, une population asiatique d'origine chinoise. Plusieurs grands chantiers structurants sont en cours dans Libreville et d'autres projets sont à l'étude.

La première ville du pays est également un important centre de commerce du bois dans la sous-région d'Afrique centrale. Une importante zone industrielle et portuaire desservie par le Transgabonais et des camions se trouve à la périphérie sud de Libreville, dans la commune d'Owendo. Elle abrite d'importantes infrastructures minières, portuaires et industrielles. Le port minéralier exporte la production de manganèse du Haut-Ogooué qui y parvient par le chemin de fer. En plus des services centraux de l'État, la capitale gabonaise regroupe de nombreuses activités tertiaires. À Mont-Bouët se trouve le plus grand marché du pays avec ses centaines de commerçants au détail. Il existe également de grands hypermarchés. Et force est de constater que depuis l'accession d'Ali Bongo Ondimba au pouvoir, Libreville a beaucoup avancé.

Fonction publique

Le SMIG
à 150 000
FCFA



Couper la poire en deux, c'est satisfaire les agents publics sans pour autant mettre en péril les finances de l'Etat. En juillet 2015, le gouvernement du Gabon a fait une réalité la promesse du président Ali Bongo Ondimba d'augmenter le SMIG à 150 000 FCFA. C'est un bon de presque 100 % qui est à apprécier à sa juste valeur.

« Je demande au gouvernement, tout en prenant en compte nos contraintes budgétaires, de la situation de crise actuelle du pétrole, des équilibres macroéconomiques, de procéder à l'augmentation des salaires des agents publics, sans nuire à notre compétitivité », c'était le message du président du Gabon dans son discours de fin d'année en 2014. Le 27 juillet 2015, le Nouveau Système de Rémunération est effectif. Il concerne 80 000 agents publics mais aussi les salariés du secteur privé qui voient se réaliser une bonne nouvelle déjà annoncée par un décret datant de 2010 et fixant le revenu minimum mensuel en République gabonaise à 150 000 francs. Le NSR prend en compte des principes d'équité, d'attractivité et de compétitivité. Il a été établi suite à un audit profond des finances publiques qui a permis de débusquer de nombreuses anomalies comme le double paiement d'un agent ou encore des calculs douteux de certaines bases salariales à partir du SMIG.

Une hausse de 20% de la masse salariale

L'augmentation des salaires a donc pris quelques années avant d'être effective. Durant ce temps-là, le président Ali Bongo Ondimba a instauré un système de prime. Son but est de voir une administration publique gabonaise performante et qui peut accompagner l'économie du pays vers l'émergence. La motivation des fonctionnaires est donc primordiale. Cela faisait 9 ans que le SMIG a été gelé après avoir été fixé à 80 000 FCFA en 2006 sur la base de 6 heures et 40 minutes par jour pour les activités soumises au régime général. L'augmentation n'est pas uniforme comme ne le sont pas les salaires. L'essentiel est que tous les agents publics soient concernés. Cet effort pour faire des gabonais heureux coûte à l'Etat 8 milliards FCFA par mois si l'on compare les masses salariales d'avant et après le SNR. Les soldes des fonctionnaires atteignent désormais à 48 milliards CFA mensuels. L'augmentation est donc de 20%. Elle s'explique notamment par la régularisation de la situation administrative de 10 000 agents.

Une motivation pour la performance

Le président Ali Bongo Ondimba a insufflé la culture de la performance au sein de l'administration gabonaise. Les hauts cadres de la fonction publique sont suffisamment motivés pour avoir plus d'efficacité. Cette rémunération généreuse vise aussi à lutter contre la corruption. Le salaire maximal est ainsi passé de 500 000 à 1 140 000 FCFA. Les primes instaurées en 2010 et qui ont été supprimées par le SNR sont donc largement compensées. Pour les enseignants chercheurs, la prime a tout simplement été intégrée dans le salaire. Réussir à lancer le nouveau système de rémunération à une époque où les recettes pétrolières de l'Etat chutaient est une performance en soi. Ce succès est le fruit de la diversification de l'économie du pays qui peut désormais compter sur d'autres secteurs comme les mines et le bois. La hausse a été réaliste et elle satisfait les revendications syndicales, contrairement à ce que l'on dit. Effectivement, les syndicats voulaient un SMIG entre 150 000 et 300 000 FCFA.

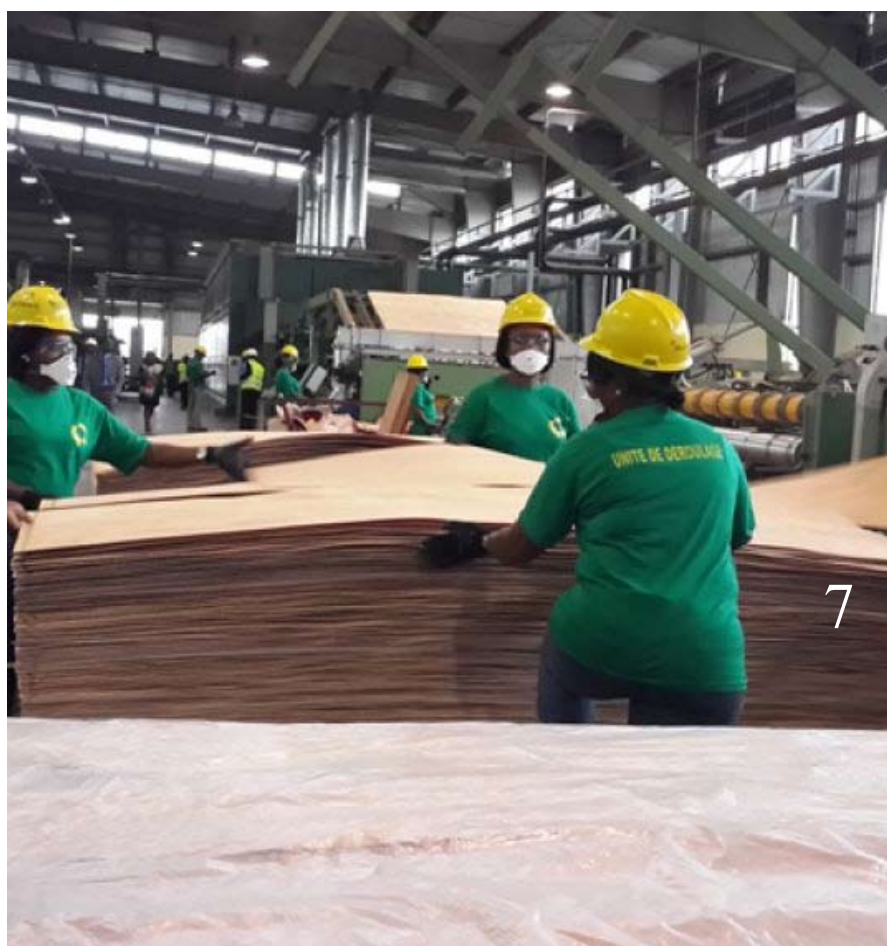
Filière Bois

L'industrialisation en constante évolution

On compte déjà plus de 130 unités de transformation du bois à travers le Gabon actuellement, contre 95 en 2010. La décision des autorités d'interdire l'exportation de grumes et de bois non transformés, en 2009, a fait évoluer progressivement la filière. Le principal corollaire de la décision a été la création d'usines de transformation à travers le pays.

Dans les prochains jours, une nouvelle usine de Bois et Sciages de l'Ogooué (BSO) verra ainsi le jour à Ndjolé, dans le Moyen-Ogooué. Il s'agit d'une nouvelle aubaine qui apportera de la valeur ajoutée dans la filière et en termes de création d'emplois au niveau local. Une délégation de la société a récemment eu un entretien de travail avec le Ministre Délégué de la Protection de l'Environnement, des Ressources Naturelles, de la Forêt et de la Mer, Andrew Crépin Gwodock. Les discussions entre les deux parties avaient permis d'évoquer un certain nombre de sujets relatifs à la filière bois au Gabon. Notamment la situation des stocks, la transformation et le séchage obligatoire de certaines essences avant les exportations.

Le bois constitue l'un des principaux atouts économiques du Gabon, avec environ 22 millions d'hectares de surfaces forestières dont plus de 80% exploitables d'après le calcul des spécialistes en la matière. Raison pour laquelle il fallait modifier la réglementation. Le volet formation a été ainsi progressivement mis en valeur. Car l'industrialisation de la filière devait être accompagnée de nouvelles compétences, toujours pour plus de valeur ajoutée. C'est dans cette optique que le Bureau Industrie Bois a été créé.



Avec une part de marché de 8% au niveau mondial, le Gabon devra continuer ainsi à accorder une importance capitale à ce secteur économique. C'est sur cette logique que l'industrialisation de la filière doit être soutenue autant que possible. Car d'ici à 2020, l'ambition consiste à devenir le leader mondial du bois tropical certifié. Les acteurs de la filière et les autorités gabonaises, sous la houlette du président Ali Bongo Ondimba, sont convaincus que ce désir est à la portée du Gabon. Les efforts d'industrialisation doivent tout simplement être maintenus. L'usine de BSO à Ndjolé s'ajoutera ainsi à celles déjà en activités dans le pays.

Développement durable

Une priorité pour Ali Bongo Ondimba

Pour le président Ali Bongo Ondimba, le Gabon se réjouit de la portée des nouveaux objectifs de développement durable (ODD) qui, à son avis, traduit cette volonté commune et unanime pour instaurer un nouveau partenariat mondial. « Le Gabon, par ma voix, salue la prise en compte dans ce nouvel agenda des priorités de la Position commune africaine adoptée par l'Union africaine en janvier 2014 », a-t-il déclaré lors de son allocution à l'ONU, il y a quelques mois. Le numéro un gabonais, devant plus de 150 dirigeants mondiaux réunis au siège de l'organisation, qui a laissé entendre que le Pro-

gramme de développement durable à l'horizon 2030 figure parmi les priorités de son pays.

« Des objectifs qui, pour la plupart, figurent dans le plan de développement pour faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025 », s'est aussi félicité le chef de l'Etat en évoquant les politiques de valorisation de la jeunesse, la stratégie de diversification de l'économie, la lutte contre la corruption et le détournement de deniers publics, l'amélioration du climat des affaires et les engagements du Gabon en matière de lutte contre le changement climatique.

Premier accord mondial établissant un programme d'action universel et global, le programme à l'horizon 2030 comporte un ensemble de 17 objectifs qui ont une portée plus large que les 8 objectifs du millénaire pour le développement : là où ces derniers étaient centrés principalement sur des thématiques sociales, les ODD couvrent l'ensemble des dimensions du développement durable, à savoir la croissance économique, l'intégration sociale et la protection de l'environnement.

Jaugeant positivement les performances du Gabon face aux Objectifs du millénaire pour le développement 2015, Ali Bongo Ondimba tient à souligner les avancées significatives : le taux de scolarisation qui a plus de 96% est un des plus élevés en Afrique subsaharienne, la parité fille-garçon au niveau de l'éducation primaire et secondaire, des progrès remarquables dans la réduction de la mortalité maternelle ainsi que dans la baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, les tendances du VIH/Sida désormais inversées, la mise en place d'une Stratégie nationale d'investissement humaine dotée, entre autres, d'un système d'assurance maladie universelle et l'accès aux minimas sociaux, particulièrement orientée vers les personnes les plus vulnérables

